

Il est extrêmement facile, monsieur le président, de soulever une partie du pays contre l'autre. Ceux qui ont le moins d'information, comme les gens qui sont au gouvernement et même ceux qui sont dans l'opposition, peuvent soulever les gens d'une région contre ceux d'une autre. On l'a fait en ce qui a trait aux relations entre anglophones et francophones. Cela peut se faire entre les provinces de l'ouest et les provinces centrales. Cela peut se faire entre l'ouest et l'est du pays. Cela peut se faire, comme on l'a dit, entre la Colombie-Britannique et le reste du pays, et tout cela avec de très bonnes raisons. Chacun peut, à un moment donné, formuler un grief sérieux contre l'ensemble du pays.

Hier, j'entendais un député de la Colombie-Britannique faire allusion à une espèce de séparatisme possible aussi en Colombie-Britannique. Et c'est fort possible, car si, un jour, ensemble, on se comporte de telle façon que la Colombie-Britannique se sente complètement isolée, il n'y a aucun doute qu'il se produira ce genre de mouvement. Je n'ai pas dit qu'il y aurait...

**Une voix:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je m'excuse auprès de l'honorable ministre.

[Traduction]

**M. McKinnon:** Monsieur l'Orateur, je m'oppose à toute interprétation de ce genre qu'on pourrait donner de mes paroles d'hier.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKinnon:** J'ai dit très clairement que la Colombie-Britannique ne comptait aucun séparatiste, que je sache. Je me suis pourtant efforcé d'être clair.

[Français]

**L'hon. M. Marchand:** Monsieur le président, il est possible qu'il existe des difficultés d'interprétation, mais je n'en suis pas responsable. Je n'ai pas dit qu'il existait des séparatistes en Colombie-Britannique, mais que ces gens avaient des problèmes et que si l'on n'en tenait pas compte, un jour ou l'autre, ils réagiraient comme les citoyens d'une autre région, des provinces Maritimes, par exemple.

Je l'ai entendu moi-même de la bouche de citoyens de la Nouvelle-Écosse, à un certain moment, lorsque j'étais membre de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme; je viens de lire, au sujet de l'Île du Prince-Édouard, que des gens songent à se séparer. Évidemment, je ne dis pas qu'ils en sont rendus à la séparation ou qu'ils y viendront. Cependant, il faut dire que les Canadiens que nous représentons sont particulièrement sensibles en ce qui a trait aux relations de leur région avec l'ensemble du pays.

Alors, si l'on veut exploiter ce genre de préjugé, on peut dire sans aucun doute que l'est du pays est plus pauvre que le centre. Il faut donc s'attendre que les gens qui représentent l'est du pays réclament avec beaucoup de force que les injustices historiques et permanentes soient corrigées. Il n'y a rien d'anormal là-dedans. Du moment que c'est fait sans soulever une région contre l'ensemble du pays, je crois que c'est normal.

En Ontario, par exemple, certaines personnes disent: C'est nous qui payons à peu près toute la note. Plusieurs d'entre nous dans l'ouest, ou dans l'est du pays, pourrions soulever les citoyens contre l'Ontario. Cette pro-

*L'Adresse—M. Marchand (Langelier)*

vince ne fait pas que donner. Le ministère que je dirigeais a distribué beaucoup d'argent dans certaines régions; celui de l'Industrie et du Commerce a donné beaucoup d'argent à l'Ontario. Je ne prendrai même jamais la peine de faire l'addition, parce qu'à partir du moment où notre pays sera simplement basé sur la comptabilité, relativement aux diverses régions, il sera en danger de se désintégrer.

Nous sommes ensemble, monsieur le président, parce que nous croyons que nous en tirons chacun notre bénéfice, même si nous avons des raisons de formuler des griefs, même s'il existe des frictions. Nous croyons qu'il vaut mieux être ensemble que séparés, parce que cela nous donne plus d'avantages. Il n'y a pas de nation qui existe de droit divin.

Les sociétés, comme la nôtre, sont des accidents historiques. Comment se fait-il qu'il y ait, au Canada, des franco-phones et des anglophones, répartis de la façon que l'on connaît? Ce n'est pas en vertu d'un plan universel, mais parce qu'il s'est produit des accidents historiques qui nous ont réunis. Pourquoi y a-t-il des Flamands et des Wallons en Belgique? Ce n'est pas en vertu du droit divin, mais parce qu'au cours de l'histoire, des groupes se sont formés; ces gens-là doivent donc s'accommoder les uns des autres. Notre pays est construit de la même façon.

Nous sommes tous conscients que les intérêts régionaux sont de plus en plus importants. Il faut qu'au niveau national, les partis politiques ne fassent pas certaines choses. Il ne faut pas louer systématiquement le gouvernement, il ne faut pas mal interpréter ses gestes. Le jeu des partis doit continuer à exister: l'opposition doit critiquer le gouvernement, se préparer à le remplacer éventuellement; tel est le jeu normal de la politique. Si, sous prétexte qu'il existe des problèmes au Canada, on entrave ce jeu normal-là, cela signifie que la démocratie n'est pas pour nous.

Il faut donc être beaucoup plus prudent lorsqu'on prend des positions, pour ne pas faire éclater le pays, en s'appuyant sur des choses qu'on ne changera pas.

On m'a dit: Vous ne devriez pas en parler, et donc, ce sera le silence. C'est peut-être ce qu'il y a de mieux à faire. Certains, par tempérament, à cause de leur culture, disent, quand il survient un problème: «Sweep it under the rug». Telle n'est pas ma façon d'agir. Je suis venu à Ottawa, il y a déjà un peu plus de sept ans, avec quelques autres, pour une raison très simple: on croit au fédéralisme, et l'on voyait dans notre province un mouvement qui grandissait et qui essayait de convaincre nos concitoyens qu'appartenir à un pays comme le Canada, non seulement ne donnait rien mais nous appauvrissait, que nous n'étions pas présents à Ottawa, que nous n'y jouions aucun rôle, que nous étions une entité francophone dans un grand monde anglophone qui, continuellement, orientait évidemment le pays selon ses intérêts. C'est ce que l'on disait non pas dans les salons, mais publiquement, et c'est ce que disait un parti politique qui a droit de cité dans la province, et particulièrement à l'Assemblée nationale du Québec. Il existe un problème au Québec, problème que n'ont pas nécessairement créé les autres provinces, mais il existe, et nous avons tenté de le régler. Ensuite, nous étions convaincus, et je le suis encore, que plusieurs injustices dont on se plaignait étaient réelles.

Il faut être naïf pour penser qu'ici, à Ottawa, par exemple, dans la Fonction publique, les Canadiens français ont bénéficié du «fair play». Ce n'est pas nécessairement la faute des anglophones, mais ce n'est pas vrai qu'il y a eu «fair play», et si l'on veut des statistiques, j'en donnerai.